

L'idée d'un « no deal » progresse dans l'UE

Les Vingt-Sept ne veulent pas céder au Royaume-Uni, en particulier au sujet de la frontière entre les deux Irlandes

ANALYSE

BRUXELLES - bureau européen

À moins de deux mois du Brexit, le « no deal » s'installe désormais à Bruxelles comme un scénario presque raisonnable. Evidemment pas souhaitable, mais de moins en moins improbable. Comment a-t-on pu en arriver là, alors qu'un accord négocié pendant dix-sept longs mois a été signé par Theresa May et les vingt-sept autres dirigeants de l'Union européenne (UE), le 25 novembre 2018 ?

Lors d'un nouveau Conseil européen, à la mi-décembre 2018, la première ministre britannique avait assuré à ses pairs qu'elle parviendrait à faire ratifier ce traité par la Chambre des communes. Elle venait de survivre à un vote de défiance de son propre camp, les Tories, et les négociateurs européens pensaient qu'elle en profiterait pour tenter de construire une majorité pour leur « deal » avec les modérés du camp travailliste.

Mais fin janvier, après que cet accord a été très largement repoussé par les élus britanniques, Theresa May a préféré, plutôt que changer ses « lignes rouges », soutenir les revendications les plus dures des « Brexiteurs » et réclamer une renégociation du « backstop », cette assurance contre le retour d'une frontière physique entre les deux Irlandes, dont elle avait accepté le principe dès fin 2017, qui fait partie intégrante du traité du divorce.

Cette volte-face a choqué à Bruxelles, où elle a été vécue comme un vrai renoncement de Theresa May. Les esprits y sont par ailleurs atterrés par ses revendications : ces « arrangements alternatifs » au « backstop » irlandais qu'elle réclame sont considérés comme de la pure pensée magique.

Pendant des mois, les équipes de Michel Barnier, le négociateur en chef pour l'UE, ont cherché des techniques pour contrôler à distance les marchandises transitant entre les deux Irlandes. Leur but ? En évitant des postes-frontières, préserver l'accord de paix du Vendredi saint de 1998, tout en évitant que cette future frontière de l'UE, mal gardée, transforme le

marché intérieur européen en passoire. Mais elles n'ont rien trouvé d'opérationnel.

M. Barnier a donc proposé à Londres le désormais fameux « backstop » : un alignement réglementaire de l'Irlande du Nord sur le marché intérieur européen et de l'ensemble du Royaume-Uni sur l'union douanière, le temps que des technologies opérationnelles émergent.

Ces affirmations britanniques selon lesquelles, à la veille du Brexit, les Vingt-Sept finiront par céder à un compromis avec Theresa May, relèvent aussi à Bruxelles de la pensée magique. « C'est la fameuse manière européenne de faire. Ils vont toujours jusqu'au bout [d'une négociation], parfois jusqu'à la dernière heure, et parfois, ils arrêtent les horloges », a assuré, d'un air entendu, David Davis, qui fut le négociateur en chef côté britannique jusqu'à l'été 2018, sur Channel 4, samedi 2 février.

« Le plus coûteux, le plus grave, ce n'est pas un "no deal" : ce serait la destruction du marché unique »

MICHEL BARNIER

négociateur du Brexit pour l'Union européenne

Il est vrai que jusqu'à présent, les Européens ont toujours su éviter l'abîme, pendant la crise de la zone euro, au plus fort de la crise grecque. Mais les circonstances n'ont rien à voir : à l'époque, sans accord avec Athènes, c'était l'euro, la monnaie unique, qui risquait de tanguer. Désormais, côté UE, on estime au contraire que c'est un compromis sur l'accord de retrait qui présenterait un risque existentiel pour l'Union à Vingt-Sept.

Bruxelles ne dit pas non à tout : pas de problème pour rediscuter la « déclaration politique » esquisant les futures relations entre l'UE et le Royaume-Uni. Voire pour modifier le « backstop » en revenant à une formule initialement proposée par l'UE – seule l'Irlande du Nord reste dans le marché intérieur.

Manque de confiance

Mais sur le principe du « back-

stop », les Vingt-Sept ne céderont très probablement pas : ils refuseront une date de péremption, des arrangements imaginaires, ou sa révocation unilatérale par les Britanniques. Et pourquoi céder si, de toute façon, les plus durs des brexiteurs trouveront toujours le moyen de critiquer le traité de retrait, eux qui militent, de plus en plus ouvertement, pour un « no deal » ?

Il est jugé indispensable pour préserver la paix en Irlande du Nord : vingt ans après la fin des *Troubles*, la situation pourrait s'envenimer en cas de retour d'une frontière physique. Ce filet de sécurité est aussi indispensable pour préserver le marché intérieur, considéré comme le principal acquis de l'UE, de Paris à Varsovie, en passant par Budapest. « Le plus coûteux, le plus grave, ce n'est pas un "no deal" pour l'UE ; ce serait la destruction du marché unique », a confié Michel Barnier aux commissaires européens, le 30 janvier.

Un second référendum ? Il diviserait encore plus la société britannique. Des élections générales ? Elles ne résoudraient rien

Enfin, monte en Europe le sentiment que le « no deal » serait gérable. Bruxelles et les capitales de l'UE se préparent d'arrachepied, des législations d'exception pour prolonger l'existant étant déjà prêtes. La situation serait probablement chaotique, notamment en Irlande du Nord, qui n'échapperait probablement pas au retour momentané d'une frontière dure avec la République d'Irlande ; mais à Bruxelles, on est persuadé que Londres, beaucoup plus vulnérable à une absence d'accord, reviendrait rapidement à la table des discussions.

Surtout, le niveau d'exaspération et le manque de confiance sont tels du côté des Vingt-Sept, que de moins en moins de dirigeants européens défendent l'idée que Londres devrait renoncer au Brexit. Un second référen-

dum? Il diviserait encore plus la société britannique. Des élections générales? Elles ne résoudraient rien, même si elles portaient le

Labour au pouvoir, le parti de Jeremy Corbyn ignorant tout aussi superbement les « lignes rouges » des Européens que les tories.

Theresa May refuse pour l'instant de décaler le Brexit: « Je suis déterminée à le mettre en œuvre dans les temps », a-t-elle affirmé, dimanche, dans le *Sunday Telegraph*.

Si elle finissait par se résoudre à

demander un report, il est cependant fort probable que les Vingt-Sept le lui accorderaient. Certains, comme la chancelière allemande Angela Merkel, redoutent les conséquences d'un « no deal » juste avant les élections européennes, fin mai. Et ils voudront prouver à leurs opinions publiques qu'ils ont tout fait pour l'éviter.

Cauchemar pour l'industrie

Mais accepter des reports du Brexit à répétition? C'est peu probable. Mieux vaudrait assumer un Brexit à l'été 2019 ou à la fin 2019. Et ce, d'autant que le monde

des affaires commence à paniquer et réclame de la visibilité.

La perspective d'un « no deal » est, quoiqu'il arrive, un cauchemar pour les groupes industriels installés au Royaume-Uni. Les plus gros d'entre eux prennent déjà leurs dispositions. Dernier en date: le japonais Nissan a confirmé, dimanche, abandonner son projet de produire le modèle crossover X-Trail dans son usine de Sunderland, sa direction évoquant les « incertitudes » liées au Brexit. ■

CÉCILE DUCOURTIEUX